



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'HERAULT



Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement

Groupe de Subdivisions Hérault

80, place Ernest Granier
34000 MONTPELLIER

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Séance du 28 mai 2009

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

OBJET : INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Demande d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Soumont
- Demande d'institution de servitudes d'utilité publique

SYNDICAT CENTRE HÉRAULT

P.J. : 2 projets d'arrêtés préfectoraux

NATURE DE LA DEMANDE

Par lettre du 9 octobre 2007, M. Jacques Donnadiou, agissant en qualité de Président du Syndicat Centre Hérault, a transmis un dossier de demande d'autorisation concernant l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Soumont, lieu-dit « Mas d'Arnaud ».

Ce centre de stockage est exploité depuis 1987. Par décision du 16 mars 2007, le Tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2002 autorisant le Syndicat Centre Hérault à en poursuivre l'exploitation.

Par arrêté préfectoral n°2007-I-717 du 6 avril 2007, pris en application de l'article L 514-2 du Code de l'environnement, le Syndicat Centre Hérault a été mis en demeure de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation et a prescrit des règles techniques de fonctionnement applicables jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation.

La demande du 9 octobre 2007 du Syndicat Centre Hérault répond à cette mise en demeure. Le projet déposé vise donc la poursuite d'activité de stockage sur ce site avec l'aménagement de deux casiers pour partie sur le massif de déchets existant sans augmentation de la surface d'emprise de la zone de stockage antérieurement autorisée.

Cette installation est destinée au stockage de déchets non dangereux tels que définis par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 collectés ou produits par les 72 communes situées dans le périmètre couvert par le Syndicat Centre Hérault. Ces déchets seront constitués :

- de déchets ménagers et assimilés issus pour une part de collecte sélective avec séparation de la fraction organique,
- d'encombrants issus des déchèteries locales dont une part provenant des secteurs artisanaux et commerciaux.

A noter que, malgré la pré-existence d'un stockage de déchets sur ce site, les aménagements envisagés correspondent strictement à la création d'une nouvelle installation. Il sont donc soumis intégralement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de "déchets non dangereux" modifié en dernier lieu le 18 juillet 2007.

Les installations correspondantes sont visées par la nomenclature des installations classées conformément au tableau suivant:

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité envisagée	Régime & Rayon d'affichage
167 b	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées • Décharge	Centre de stockage de déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés, encombrants dont DIB provenant de déchèteries)	Autorisation 2 km
322 B 2	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains • Décharge ou dépositaire	<u>Capacité d'accueil</u> : • 40 000 t/an • 463 800 m ³ en 2 casiers <u>Durée d'exploitation</u> : • 13,5 ans	Autorisation 1 km

Conjointement à cette demande d'autorisation d'exploiter, en application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié et des articles R 515-24 à R 515-31 du Code de l'Environnement, le Syndicat Centre Hérault a sollicité l'établissement d'une servitude d'utilité publique portant sur les terrains situés dans un rayon de 200 mètres autour des nouveaux casiers de stockage de déchets.

Cette servitude a pour objet d'interdire l'aménagement et la construction de bâtiments d'habitation et d'installations recevant du public, ainsi que tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de tiers non liés à l'exploitation du centre de stockage de déchets. Cette servitude sera maintenue au moins pendant 43,5 ans correspondant à la durée d'exploitation (13,5 ans) puis à la période ultérieure de suivi du site d'une durée minimale de 30 ans.

SITE D'IMPLANTATION (voir plan de situation ci-joint)

Le site est implanté sur la commune de Soumont, lieu-dit « Mas d'Arnaud » à environ 2 km au Sud-Ouest du centre de Soumont, 1,5 km au Nord-Ouest des hameaux de St Julien et St Martin (commune de Le Bosc) et à 2 km au Sud-Est de Lodève.

La création de 2 nouveaux casiers de stockage de déchets est envisagée au sein des limites actuelles du centre de stockage existant exploité depuis 1987. La superficie totale du site couvre 10,6 ha dont 4,4 ha dédiés à la zone de stockage proprement dite.

Le terrain naturel est constitué par un thalweg (ruisseau du Vignals) partiellement comblé au fil de l'exploitation du site comme stockage de déchets.

Le territoire de la commune de Soumont est régi par une carte communale. Le site est localisé en zone ND1 où sont autorisées les constructions et installations collectives de traitement de déchets.

L'environnement immédiat du site est constitué de garrigues et de boisement avec quelques habitations isolées, les plus proches étant à 250 m de la zone de stockage. Un bâtiment, objet d'une observation du commissaire enquêteur (propriété de M. Serin), est situé à 150 m au sud-ouest du site. Sur l'ancien carreau de la mine Cogema, se situe à 750 m au sud-est du site, la zone d'activité du Bosc dénommée Technoparc.

Au sud, le site comprend des zones de stockage de stériles miniers de l'ancienne exploitation COGEMA dont l'usage est restreint par des servitudes (interdiction en tout ou partie de nouvelles constructions et d'emprunt de matériaux). L'aménagement du site et son exploitation sont compatibles avec ces servitudes.

Le Syndicat Centre Hérault dispose de la maîtrise foncière réglementairement requise. Il dispose en effet soit de la propriété des parcelles concernées, soit d'une convention de mise à disposition des parcelles appartenant à AREVA.

L'accès au site s'effectue par la RD 153 E4 à partir de la sortie n°54 de l'A75. Les véhicules de transport de déchets et autres poids-lourds emprunteront une ancienne piste de l'exploitation minière « COGEMA » acquise et aménagée par le Syndicat Centre Hérault (réfection et élargissement).

Le réseau hydrographique concernant le site fait partie du bassin versant du Rivernoux, affluent de la Lergue. Au niveau du site, le ruisseau du Vignals détourné rejoint le ruisseau « Doumergoux » en point bas de la zone de stockage situé au Sud du site. Les eaux du ruisseau « Doumergoux » se jettent successivement dans les ruisseaux « Riviéral » puis « Rivernoux » avant de rejoindre la « Lergue », affluent du fleuve Hérault.

A noter également, le bassin versant Tréviels situé à l'ouest du site. Y circule le ruisseau à écoulement intermittent des Tuilières, affluent de la Lergue. Ce ruisseau est destiné à recevoir les effluents du site après traitement.

Le projet se situe :

- en dehors de toutes zones naturelles de protection et d'inventaire particulier (Natura 2000 , ZNIEFF, ZICO, ...).
- en dehors de tout périmètre de protection des monuments historiques et dans aucun champ de perception de zones d'attrait.

Le site n'est affecté par aucune servitude au titre des périmètres de protection AEP ou des zones inondables.

DESCRIPTION DES ACTIVITES

(voir plan ci-joint)

Nature et volume des activités

Les installations ont pour but le stockage des déchets municipaux non dangereux en provenance du territoire couvert par le Syndicat Centre Hérault (72 communes et plus de 60 000 habitants).

Ces déchets sont constitués :

- des déchets résiduels issus de la collecte sélective pratiquée par :
 - le Syndicat Mixte Lodève - Le Caylar (23 communes)
 - la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault (28 communes)
 - la Communauté de Communes du Clermontais (21 communes)
- des encombrants issus des déchèteries gérées par le Syndicat Centre Hérault.

Le Syndicat Centre Hérault valorise près de 40 % des déchets ménagers produits sur son territoire par le biais :

- de la collecte sélective des biodéchets (valorisation par compostage avec des déchets verts sur la plateforme d'Aspiran)
- de la collecte par apport volontaire (points tri, déchèteries) de produits recyclables (verre, papier, cartons, métaux, emballages,...).

Les besoins actuels en enfouissement sont de l'ordre de 25 000 t/an. La généralisation à l'ensemble du territoire de la collecte sélective des biodéchets et le renforcement du réseau de points d'apport volontaire devrait permettre sur le secteur de diminuer le pourcentage de déchets à enfouir (58 % en 2005 pour 48% en 2020).

Il est toutefois prévu une augmentation du tonnage à enfouir jusqu'à 40 000 t/an à l'horizon 2022 . Cette augmentation est liée d'une part à la croissance démographique et, d'autre part, au développement progressif de l'accès des professionnels aux déchèteries. Sur la période considérée, le tonnage moyen enfoui devrait être de 34 000 t/an.

Compte tenu du déficit de capacité de stockage sur la zone Ouest de l'Hérault, de la situation du centre de Soumont au sein du territoire couvert par le Syndicat Centre Hérault et des taux de valorisation atteints sur ce territoire, les objectifs du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés sont respectés.

Aménagements du site

Installation de stockage des déchets :

La zone de stockage actuelle est constituée :

- de l'ancien centre de stockage qui a comblé le vallon sur toute la surface actuelle ; une digue de fermeture du thalweg constitue la limite sud-est de la zone de stockage.
- d'un casier amont en cours d'exploitation au nord-ouest du site.

Les installations existantes pour la collecte et, si nécessaire, le traitement des lixiviats, des biogaz et des eaux pluviales seront maintenues et complétées pour répondre aux besoins de l'ensemble de la zone de stockage (voir ci-après).

La nouvelle zone à exploiter comprend deux casiers subdivisés en alvéoles de caractéristiques suivantes :

Casier	Numéro d'alvéole	Volume de déchets	Surface en fond d'alvéole
Casier Aval	4	33 800 m ³	6 100 m ²
	5	86 100 m ³	6 500 m ²
	6	38 000 m ³	5 700 m ²
Casier Ouest	7	47 700 m ³	5 300 m ²
	8	92 675 m ³	6 000 m ²
	9	113 975 m ³	7 000 m ²
	10	51 550 m ³	7 000 m ²
	TOTAL	463 800m ³	43 600 m ²

Le casier aval repose entièrement sur l'ancien massif de déchets, le casier ouest s'appuyant pour partie sur le terrain naturel ainsi que les casiers amont et aval.

Les aménagements des casiers comprennent :

1/ une barrière d'étanchéité dite « passive » constituée de bas en haut de:

- sur l'ensemble de la surface des casiers (fond et flancs), un géotextile pour reprendre les efforts de traction ;
- une couche d'argile de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s de 1 mètre d'épaisseur sur le fond du casier et de 50 cm sur les flancs jusqu'à une hauteur de deux mètres par rapport au fond ; au-delà des deux premiers mètres par rapport au fond de forme, une couche d'argile de perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s est disposée sur 30 cm d'épaisseur ;
- sur l'ensemble de la surface des casiers (fond et flancs) un géosynthétique bentonitique (GSB) d'environ 1 cm d'épaisseur, de perméabilité inférieure à 5.10^{-12} m/s,

2/ une barrière d'étanchéité dite « active » constituée de bas en haut par une géomembrane PEHD de 2mm d'épaisseur, surmontée d'un géotextile antipoinçonnant et, en fond de casier, d'une couche de drainage des lixiviats.

3/ un réseau de collecte des biogaz (puits et conduites) implanté à l'issue de l'exploitation de chaque alvéole.

4/ un réseau de collecte et de traitement in situ des lixiviats .

Le site comprend en outre un pont-bascule, un portique de détection de la radioactivité, un bâtiment d'exploitation. Le site est entièrement clôturé et fermé par deux portails hors horaires d'utilisation du site. L'accès à la zone de stockage est en outre limité par une barrière automatique.

Il est prévu d'exploiter le stockage en mode « bioréacteur ». Cette technique consiste à accélérer les processus de dégradation et de stabilisation des déchets dans une enceinte confinée. Dans le cas présent, ce mode de fonctionnement se traduit par la mise en œuvre d'équipements permettant la réinjection contrôlée des lixiviats dans le massif de déchets et, à terme, d'une couverture finale étanche (géosynthétique bentonitique de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-11} m/s recouverte d'une couche d'un mètre de terre).

Enfin, une attention particulière a été portée à la stabilité globale du massif compte tenu des caractéristiques d'aménagements et d'utilisation du site. En effet, le poids de la charge engendrée par les nouveaux casiers, notamment aval, induira des tassements et des contraintes susceptibles d'être à l'origine d'impacts sur les aménagements existants ou futurs. Les mesures constructives et de surveillance proposées par l'exploitant ont fait l'objet d'une analyse critique par le BRGM dont les conclusions sont développées ci-après.

Exploitation

Les horaires normaux de fonctionnement sont , du lundi au vendredi, de 5h00 à 19h00, et 5h00 à 12h00 le samedi.

Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets font l'objet :

- d'une procédure d'information préalable concernant les caractéristiques des déchets admis;
- d'un contrôle (qualitatif et quantitatif) à l'arrivée sur le site,
- d'un enregistrement des caractéristiques de tout apport de déchets.

Le phasage d'exploitation prévoit un comblement en totalité du casier aval puis du casier ouest.

Les alvéoles sont normalement exploitées successivement par couches compactées sur site. Toutefois, afin de limiter les tassements différentiels, les 3 alvéoles du casier aval seront exploitées alternativement par couches successives de 2 m d'épaisseur au maximum afin de répartir la charge de manière uniforme sur l'ensemble du casier.

MESURES DE PROTECTION

1 - Protection des eaux

Eaux souterraines

L'évaluation du contexte géologique et hydrogéologique local s'est appuyée sur des investigations antérieures et des données de suivi associées à l'ouverture en 87, à l'exploitation puis à la mise en conformité en 2003 du centre de stockage. Des sondages et analyses complémentaires ont été réalisés en 2007 dans le cadre de l'élaboration du présent projet .

Les principales conclusions de ces investigations sont :

- le site repose sur des formations géologiques sédimentaires (formations autuniennes) de 70 à 80 m d'épaisseur. Sur les 40 à 50 premiers mètres, elles sont majoritairement constituées de pélites et au-delà, de bancs gréseux ou pélites gréseuses.
- Le conglomérat de base sous-jacent est épais de 20 à 30 m et repose sur le socle cambrien situé à plus de 100 m de profondeur,
- Le site est affecté par l'extrémité du réseau de failles est-ouest du mas d'Alary, dans la zone d'amortissement mécanique de ces failles,
- la perméabilité du substratum est globalement inférieur à 10^{-8} m/s sur au moins 5 m,
- l'aquifère principal au droit du site, bien que peu exploité, se situe au niveau du socle cambrien et du conglomérat de base ; il s'écoule globalement du nord vers le sud.

- Les formations autuniennes sont peu perméables. Seuls les bancs gréseux sont potentiellement aquifères en raison de leur fracturation.
- Les données piézométriques obtenues autour du site indiquent l'absence de relations entre les différents aquifères.

Outre ces caractéristiques naturelles, les dispositions envisagées (barrières passives et actives, drainage des eaux) ont pour objectif d'assurer l'étanchéité de la zone de stockage conformément aux exigences réglementaires en la matière.

Un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est mis en place et fera l'objet d'un programme de surveillance semestriel. Ce réseau utilisera 3 des piézomètres existants dont 1 en amont du site ainsi qu'un ancien forage de l'exploitation minière Cogéma.

Eaux de surface

Les eaux de ruissellement extérieures au site sont collectées et détournées de la zone de stockage vers le Doumergoux par un fossé périphérique ceinturant le site.

Les eaux de ruissellement intérieures sont collectées :

- en aval du site dans 3 bassins étanches de capacités respectives minimales de 830 m³, 830 m³ et 4200 m³,
- en amont du site lors de la mise en exploitation du casier ouest, dans un bassin étanche de 600 m³.

Les eaux pluviales seront contrôlées avant rejet éventuel dans le Doumergoux. Les normes de qualités sont celles fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 pour un rejet en milieu naturel. Si nécessaire, les eaux pluviales ne répondant pas aux normes de rejets seront transférées vers l'installation de traitement des lixiviats.

Lixiviats

Les dispositions suivantes sont proposées pour éviter tout rejet vers le milieu naturel de lixiviats non traités.

La barrière passive des nouveaux casiers comprend en surface une couche de drainage de 50 cm enrobant des drains PEHD de diamètre 110 mm.

La collecte des lixiviats du massif de déchets sous-jacent et des lixiviats du casier amont s'effectue gravitairement vers le bassin de 560 m³ défini ci-après.

Les bassins de collecte et de stockage sont étanches, suffisamment dimensionnés, exploités et contrôlés pour éviter leur débordement en toutes circonstances. Ils comprennent :

- un bassin de collecte de 560 m³ situé en contrebas de la digue principale, équipé de pompes de refoulement vers le bassin de stockage final, correctement dimensionnées et secourues électriquement.
- un bassin de stockage de 5 300 m³ situé à l'entrée du site.

Chaque bassin est équipé d'une mesure de son niveau vérifié et enregistré au moins une fois par jour.

Les lixiviats sont traités sur site par bioreacteur à membrane comprenant un traitement biologique suivi d'une ultrafiltration et d'un traitement sur charbon actif. Le débit de rejet est de 30 m³/j en moyenne et de 100 m³/j en pointe.

Les normes de qualité proposées en sortie de traitement sont celles normalement requises pour un rejet en milieu naturel par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

Afin de vérifier l'absence d'impact de ce rejet sur le milieu naturel, deux études ont été réalisées :

- une analyse par le BRGM de l'incidence potentielle du rejet sur le milieu souterrain. Les conclusions de cette étude ont conduit à proposer un rejet dans la Lergue via une canalisation longeant la piste d'accès au site jusqu'au ruisseau des Tuilières (versant Tréviels) puis via ledit ruisseau.
- une étude d'incidence qui conclut à l'absence d'effets sur les eaux de la Lergue ainsi que sur la faune et la flore rencontrées sur le parcours.

Outre la surveillance continue exercée par l'exploitant sur la qualité des rejets, un contrôle mensuel par un organisme tiers est prévu. Un contrôle mensuel de la qualité des eaux de la Lergue est également prévu en amont et en aval de la confluence du ruisseau des Tuilières.

2 - Air

Les principales nuisances susceptibles d'être engendrées résultent :

- des émissions de poussières liées aux activités de transfert et de stockage de déchets,
- des envols de matières solides,
- des émissions odorantes,
- des rejets de torchère(s).

Concernant les poussières et les envols divers, les véhicules de transport disposent soit de bennes fermées soit de filets anti-envol. Les aires de circulation sont soit revêtues, soit stabilisées et régulièrement entretenues et au besoin arrosées. Les zones de stockage en exploitation seront ceinturées par des filets ou des grillages. Les déchets entreposés sont compactés et recouverts quotidiennement.

Les rejets de la torchère seront conformes aux dispositions réglementaires. En raison de l'augmentation attendue de la production de biogaz, la capacité de traitement de la torchère actuelle devra être augmentée (adjonction d'une seconde torchère ou remplacement de la torchère existante par une torchère plus puissante).

Les émissions d'odeurs, seront limitées par la nature des déchets admis dont les déchets résiduels issus de la collecte sélective des déchets organiques et les encombrants et à terme, la couverture de chaque alvéole et le captage et le traitement des biogaz. Un suivi olfactif en exploitation dans un rayon d'un kilomètre doit être mis en place.

3 - Bruit et vibrations

Les sources potentielles de nuisance sonore sont pour l'essentiel:

- le trafic routier induit par l'activité du site ,
- la circulation des engins de chantier (compacteur et chargeuse),
- le fonctionnement des pompes diverses pour la circulation des fluides,
- le fonctionnement de groupes électrogènes de secours.

L'ensemble des activités de traitement de déchets s'effectue essentiellement en période diurne.

La topographie et le relatif isolement du site sont propices à la limitation des niveaux sonores à l'extérieur du site.

Des mesures du niveau sonore en limite de propriété et des émergences associées ont montré le respect des valeurs réglementaires. Un contrôle de niveau sonore sera effectué dans l'année suivant la mise en service des nouveaux casiers puis reconduit tous les 3 ans.

4 - Trafic

Le trafic généré par l'activité du site variera d'une quarantaine à une soixantaine de passages de poids-lourds par jour en fonction de l'augmentation envisagée du tonnage annuel stocké, soit :

- de 4,2 % à 6,7 % du trafic poids-lourds (0,18 % à 0,29 % du trafic total) de l'A75,
- moins de 20 % à 32 % du trafic total de la RD 153 E 4.

Si l'impact de l'activité du site sur le trafic de la RD 153 E 4 est notable, on peut néanmoins souligner :

- la réduction du tronçon de cette voirie emprunté suite à l'aménagement et à l'utilisation de l'ancienne piste « Cogema » pour accéder au site,
- les aménagements prévus ou réalisés en concertation avec le service compétent du Conseil Général pour améliorer la visibilité sur ce tronçon.

5 – Nature et Paysage

Les perceptions sur le site sont limitées et réduites du fait de la topographie des lieux et de son isolement.

A l'issue du remplissage de chaque zone exploitée, une couverture finale est mise en place comprenant au final une couche de terre d'un mètre dont les derniers 30 cm sont végétalisables. La cote maximale du massif (261 m NGF) reste très en deçà de la cote des crêtes limitrophes.

Le modelé final et la végétalisation réalisés donneront au site un aspect le plus proche possible de l'environnement naturel.

6 - Risque Incendie

Outre les propositions faites par l'exploitant, les dispositions suivantes résultent des préconisations des services d'incendie et de secours détaillées dans leur avis repris ci-après.

Pour la prévention, une débroussaillage sera réalisée sur 50 m autour de la zone de stockage des déchets assorti d'une humidification des zones concernées en période de risque de feux de forêts.

Pour l'intervention, les moyens humains et techniques suivants sont notamment proposés :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 1500 m³ en bassin étanche à l'entrée du site,
- un réseau pressurisé de trois poteaux incendie pouvant délivrer chacun un débit de 60 m³/h pendant deux heures et 180 m³/h au total. L'implantation finale sera arrêtée conjointement avec le SDIS,
- des voies d'accès et de circulation répondant aux exigences des services d'incendie et de secours.

Un plan d'intervention sera également établi en liaison avec les services d'incendie et de secours qui devront être sollicités par l'exploitant pour réceptionner les moyens techniques mis en œuvre.

SERVITUDES D'ISOLEMENT

L'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés impose que la zone à exploiter soit à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site.

L'article L515-12 du Code de l'Environnement fixe les modalités de mise en œuvre de ces servitudes et précise que dans le cas des installations de stockage des déchets, elles peuvent être instituées à tout moment. Elles cessent de produire effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage.

Pour répondre à cet objectif d'isolement, il est proposé que des servitudes instaurées à l'intérieur d'une bande de 200 mètres de largeur définie autour de la zone de stockage de déchets interdise tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de Soumont.

Seraient notamment interdits l'aménagement ou la construction:

- de bâtiments d'habitation ou à usage d'activités,
- d'établissements recevant du public,
- d'aires à usage sportif ou de loisirs (campings, terrains de sport),
- d'aires de stationnement de véhicules ou d'habitat mobile.

Ces servitudes seraient applicables dès la date d'entrée en vigueur de l'autorisation d'exploiter et jusqu'à la fin de la période de suivi du site telle que définie à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997. La durée de maintien de ces servitudes serait donc au moins de 43,5 ans incluant la durée d'exploitation et de remise en état finale du site ainsi qu'une période minimale de suivi de 30 ans.

TIERCE EXPERTISE

Compte tenu des caractéristiques du site, de ses aménagements et conditions d'exploitation, il a été jugé utile de faire procéder à une analyse critique du dossier du Syndicat Centre Hérault. Cette analyse critique a porté sur tous éléments du dossier relatifs à la stabilité du massif de déchets envisagé et notamment sur la tenue de la digue de pied et sur l'absence de risques liés aux tassements différentiels du massif de déchets existant.

Cette analyse critique a été confiée au BRGM. Son rapport final daté du 9 avril 2009 tient compte des éléments de réponse du Syndicat Centre Hérault transmis le 6 avril 2009 et jugés satisfaisants par le BRGM.

Les conclusions de l'analyse critique sont les suivantes :

1/ Stabilité de la digue

La stabilité de la digue aval est bien démontrée à partir des essais et des études géotechniques réalisés. Les valeurs utilisées pour les paramètres pris en compte sont bien justifiées et majorantes en termes de risque de glissement.

Etant donnée l'importance de cette digue aval, il est proposé de mettre en place un suivi topographique de ses déplacements éventuels à l'aide de plots de géomètre disposés le long de profils perpendiculaire et parallèle à la pente. Ce dispositif pourra être généralisé sur l'ensemble du site dans les zones sensibles (forte pente, zones où les déchets anciens et nouveaux sont les plus épais, etc.).

Concernant la zone de la digue ayant fait l'objet d'un rechargement en matériaux, le BRGM note que le cas d'une saturation en eau de cette recharge n'a pas été pris en compte et a demandé au SCH soit de calculer le coefficient de sécurité en cas de mise en charge soit de démontrer l'impossibilité de cette mise en charge hydraulique.

Le SCH a justifié sa position en répondant que la nouvelle zone de stockage projetée (casier aval) est suffisamment éloignée de la digue (25 m minimum) pour éviter tout risque de glissement. Les risques d'instabilité liés à une éventuelle saturation de la couche drainante des alvéoles apparaissent insignifiants du fait du dimensionnement du massif drainant constitué, conformément à la réglementation et comme sur toute ISDnD, d'une épaisseur de 50 cm de matériaux non calcaires de granulométrie 20/40, enrobant des drains PEHD de diamètre 110 mm.

2/ Tassement des déchets

Les déchets du casier aval actuel vont tasser sous l'effet du chargement lié à la mise en place du casier aval projeté. Les lixiviats étant récupérés gravitairement, ce tassement peut engendrer des contre-pentes et des points bas à l'origine de dysfonctionnement de la barrière active.

Il est donc proposé de mettre en œuvre un dispositif permettant de contrôler la charge hydraulique, de pomper éventuellement les lixiviats, de drainer le biogaz jusqu'en fond d'alvéole et de suivre les tassements au niveau des anciens déchets.

La proposition présentée par le Maître d'Ouvrage, à savoir la mise en place d'un dispositif de mesure inclinométrique (drain en PEHD horizontal dans lequel une sonde inclinométrique, une sonde de niveau ou une pompe peuvent être insérées), est jugée pertinente et adaptée au projet.

3/ Barrière passive

La protection de la couche d'argile à sa base par un géotextile résistant en traction est une très bonne mesure constructive. Toutefois, le GSB pour conserver son efficacité en termes d'étanchéité, ne doit pas être sollicité

mécaniquement, Il est conseillé de séparer les fonctions hydraulique et mécanique et d'utiliser séparément un GSB et un géotextile dimensionné pour reprendre les tractions. De plus, le GSB ne doit pas reposer directement sur les déchets et doit être placé entre le PEHD et le niveau argileux. Cette préconisation sera bien prise en compte dans le projet.

4/ Barrière active

Concernant la diguette du casier aval projeté et la proposition de doublement de la membrane sans soudure, il est conseillé de faire remonter la membrane complètement et de la faire reposer également sur le flanc aval de la diguette. Cette préconisation est bien prise en compte dans le projet.

5/ Casier Amont

Le drainage gravitaire du casier amont sera poursuivi via 3 collecteurs sous la barrière passive du futur casier aval. Les 2 collecteurs latéraux pourront être déplacés le plus près possible des flancs du talweg là où les déchets présentent la plus faible épaisseur, ceci afin de réduire le risque d'apparition de points bas.

Afin de pallier l'éventuelle création d'un point bas dans le casier 3, Il est également proposé, comme pour le nouveau casier aval, la mise en place d'un dispositif permettant de suivre la hauteur de lixiviat et de mettre en place une pompe de relevage si nécessaire.

La proposition du Maître d'Ouvrage, à savoir la mise en place d'un dispositif de mesure inclinométrique (drain en PEHD horizontal dans lequel une sonde inclinométrique, une sonde de niveau ou une pompe peuvent être insérées), est pertinente et adaptée au projet.

6/ Stabilité du massif de déchets

Afin de s'assurer de la stabilité du massif et de la couverture dans les zones les plus pentues (talus Sud-ouest et Nord-est), à long terme que se soit en situation normale (matériaux secs) et en situation dégradée (saturation de la couverture et mise en charge de lixiviats), il est demandé que des plots de géomètre soient mis en place le long de profils (perpendiculaires et parallèles à la pente) dans les zones de talus les plus sensibles.

En outre, le suivi des conditions hydriques internes et des pressions tel que proposé par le Syndicat Centre Hérault paraît suffisant pour vérifier la stabilité des talus de déchets. Un programme plus détaillé pourra être défini (types de mesure et fréquences).

7/ Tassement du substratum

Il conviendrait d'évaluer quantitativement les tassements prévisibles du substratum sous l'effet de la mise en place des casiers aval et ouest. Ce calcul pourra s'appuyer, en plus des quelques valeurs de modules pressiométriques mesurées, sur des données bibliographiques valides pour les matériaux constituant le substratum. Les valeurs de tassement différentiel seront à valider en phase projet avant la réalisation des travaux.

8/ PPRMT

Dans son avis, la DDE signale que «*au PPRMT approuvé le 03/07/2008 le projet se situe en zone Bg d'aléa faible en matière de glissement de terrain, zone sur laquelle les prescriptions associées doivent être respectées.*».

Les études géotechniques réalisées sont bien de niveau G0 + G12 tel que demandé dans le PPRMT et les travaux ne sont pas de nature à dégrader la stabilité des pentes des talus naturels.

RESULTATS de la PROCEDURE ADMINISTRATIVE

1/ ENQUETE PUBLIQUE

Dates et lieu : du 21 octobre 2008 au 20 novembre 2008. Le dossier d'enquête a été déposé en mairie de SOUMONT ainsi qu'au siège du Syndicat Centre Hérault. Les communes touchées par le rayon d'affichage de l'avis au public étaient en outre LE BOSC, LE PUECH, LODÈVE et OLMET ET VILLECUN.

Commissaire Enquêteur : M. Gilbert MORLET

Déroulement de l'enquête publique:

Concernant la demande d'autorisation d'exploiter: une trentaine d'observations ou d'avis ont été portés sur le registre d'enquête et 33 documents ou pétitions ont été transmis et annexés au registre. Les principaux thèmes abordés concernent les modalités d'enquête publique, la gestion des déchets, la conformité réglementaire du projet, la compatibilité avec le PDEDMA, les nuisances ou risques potentiels de l'activité, l'impact négatif sur l'économie locale.

Concernant l'institution de servitudes d'utilité publique : deux observations ont été notées sur le registre d'enquête et 6 lettres ou mémoires y ont été annexés. Y sont fait état des craintes des riverains sur les risques induits supposés concernant l'usage futur des terrains concernés.

Les observations émises débouchent en majorité sur des avis défavorables. Transmises au Syndicat Centre Hérault, elles ont donné lieu à un mémoire en réponse en date du 9 décembre 2008.

Avis du Commissaire Enquêteur :

Concernant la demande d'autorisation d'exploiter, le Commissaire Enquêteur a émis un **avis favorable** assorti des recommandations suivantes:

- il conviendrait de limiter la durée de l'autorisation qui serait délivrée afin d'inciter le Syndicat Centre Hérault à activer la recherche de nouveaux sites, la fin de la période d'autorisation étant alors mise à profit pour faire le point de ces recherches; la période pourrait ainsi être limitée à 8 ou 10 ans ;

nota : la durée d'exploitation est limitée en fonction des besoins exprimés et justifiés par le demandeur et sous réserve de la compatibilité environnementale du volume stocké correspondant .

- une campagne d'observations olfactives devrait être faite près de l'habitation de M. Bertin, l'habitant le plus proche de l'ISDND, afin d'évaluer plus finement les nuisances qu'il subit et prendre éventuellement des mesures d'exploitation ou autres, pour qu'en cas de conditions météorologiques défavorables les odeurs incommodes soient respectées supprimées ou limitées ;

nota : En complément à l'étude faite par le cabinet spécialisé EOG dans le cadre du dossier de demande d'autorisation, un suivi de l'impact olfactif dans un rayon de 1000 m autour du site est proposé dans le projet d'arrêté ci-joint.

- l'arrêté d'autorisation devrait stipuler que la collecte sélective du centre de Lodève devrait être effective dans un court délai (moins d'un an) faute de quoi les ordures en provenance de ce secteur se verraient refuser l'accès au centre de stockage de Soumont ;

nota : Il est pris note des dispositions mises en œuvre sur le territoire couvert par le Syndicat Centre Hérault pour assurer une collecte sélective des biodéchets sur l'ensemble de ce territoire y compris à terme au centre ville de Lodève. Toutefois, un arrêté autorisant l'exploitation du centre de Soumont ne peut directement réglementer les modalités de collecte au sein de ce territoire.

- l'arrêté devrait prescrire le débranchement du système d'alerte sonore en cas de marche arrière de l'engin travaillant sur le site, après toutefois que la possibilité de déroger à la réglementation ait été explorée avec opiniâtreté.

nota : L'étude d'impact ne met pas en évidence de dépassement des émergences réglementaires y compris du fait du klaxon de recul des engins de chantier qui est un équipement de sécurité obligatoire au titre du Code du travail. Toutefois, sous réserve du respect de ces dispositions réglementaires, des solutions alternatives pourront être étudiées (modulation du niveau sonore des klaxons en fonction du niveau résiduel, avertisseur visuel).

Concernant l'institution de servitudes d'utilité publique, le Commissaire Enquêteur a émis un **avis favorable** sous réserve que la propriété de M. Serin soit exclue de la servitude si l'habitabilité de ses bâtiments est confirmée, et qu'elle fasse l'objet d'une convention adaptée au cas traité, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

Cet avis est assorti des recommandations suivantes :

- l'habitabilité des bâtiments des parcelles concernées doit être expertisée pour répondre aux objections soulevées par le public ;
- si certains propriétaires concernés et le Syndicat Centre Hérault y voient des avantages, il est possible d'exclure des parcelles de la servitude au bénéfice de conventions.

Nota : la présence de la propriété de M Serin à une distance de 150 m en projection horizontale de la zone de stockage fait actuellement l'objet d'une analyse juridique pour vérifier sa compatibilité avec les dispositions du Code de l'Environnement et ceux de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 sus-visé. Il peut-être dans l'immédiat noté les observations suivantes :

- la circulaire du 17 juin 2006 relative à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 précise que les exploitants doivent se garantir contre l'exercice, dans la bande des 200 mètres de toute activité ou toute occupation du sol incompatible avec l'exploitation de la décharge. Sur tous les thèmes traités dans l'étude d'impact, y compris l'évaluation des risques sanitaires, comme dans l'étude des dangers, il n'apparaît aucune incompatibilité de ce type concernant la propriété de M. Serin. Par ailleurs, dans une note d'observations adressée au préfet le 14 novembre 2008, M. Serin atteste de l'absence de nuisances liées à l'exploitation de la décharge sur le plan olfactif, visuel ou sonore. Depuis le début d'exploitation du centre de stockage, aucune plainte ou observation n'a d'ailleurs été formulée par M. Serin.
- l'article R515-26 du code de l'environnement précise que le périmètre des servitudes est étudié en considération des caractéristiques du site et notamment de la topographie. La topographie du site a pour effet de masquer totalement le centre de stockage de la propriété de M. Serin, et de porter à 160 m la distance effective entre la zone de stockage et le bâtiment existant sur cette propriété.,
- Si l'habitabilité de la maison de M. Serin reste à confirmer, il est incontesté que son occupation est assurée de manière très exceptionnelle. L'article L512-1 du code de l'environnement dispose que « la délivrance de l'autorisation, pour ces installations, peut être subordonnée notamment à leur éloignement des habitations, immeubles habituellement

occupés par des tiers ». La notion « d'habituellement » exprimée dans cet article ne peut être retenue dans le cas présent.

2/ AVIS DES COMMUNES

➤ **LODEVE** (délibération du 26 novembre 2008) : **Avis favorable** sur les deux demandes du SCH (autorisation d'exploiter et institution de servitudes) sous réserve que le tonnage maximum de stockage soit fixé à 32 000 t/an.

Aucune autre délibération émanant des communes concernées (LE BOSQ, LE PUECH, OLMET ET VILLECUN et SOUMONT) ne nous est parvenue.

Par ailleurs, bien qu'aucune de ses communes ne soit touchée par le rayon d'affichage, par délibération en date du 24 novembre 2008, le conseil de la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault a émis un avis favorable sur la demande d'autorisation d'exploiter. Cette communauté de communes regroupe les 28 communes des cantons de Gignac et Aniane.

3/ AVIS DES SERVICES TECHNIQUES DE L'ETAT ET ORGANISMES CONSULTÉS

➤ **Conseil Général** : **Avis favorable** sous réserve de l'utilisation de l'ancienne piste Cogema, de l'aménagement d'un ouvrage d'art trop étroit et de la suppression de masques de visibilité et considérant que l'augmentation de trafic engendré par le prolongement de l'exploitation de l'ISDnD reste compatible avec la RD 153E4 sur le tronçon concerné.

En effet :

- la prévision d'augmentation de trafic annoncée sur la RD153E4 est légèrement supérieure aux prévisions prescrites par les concepteurs des routes départementales du Conseil général; cependant le surplus reste tout à fait compatible avec ce type de voie ;
- la RD 153E4 de la sortie A75 au croisement de la piste Cogema est en très bon état : voie large, bien revêtue et ne présentant pas de signes évidents de faiblesses structurelles. Seul quelques masques de visibilité et un ouvrage relativement étroit sont relevés. Des travaux visant à élargir l'ouvrage ainsi que la suppression des arbres gênants la visibilité sont théoriquement prévus dans le cadre de l'installation de la plate-forme de traitement des déchets non dangereux issus du BTP par la société VMITP (valorisation matériaux inertes et travaux publics); en cas de défaillance, ces travaux sont à prévoir dans le présent dossier ;
- en revanche, la RD 153E4 après le croisement de l'ancienne piste Cogema ne présente plus du tout les mêmes caractéristiques de largeur de voie et de visibilité. L'utilisation de l'ancienne piste Cogema doit donc être favorisée et l'accès de cette piste à la RD .153E4 clarifié par la sécurisation du carrefour futur.

Le CG 34 fait en outre les commentaires suivants concernant l'application du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Hérault :

- le projet est compatible avec les orientations du plan. Sur la zone Ouest du PDEDMA, les filières de traitement sont basées sur le tri, la valorisation matière et organique et l'enfouissement des déchets ultimes. La démarche de valorisation des biodéchets, engagée par le Syndicat Centre Hérault, associée à la collecte sélective des autres matériaux, leur permet de répondre pleinement aux objectifs de valorisation matière et organique. Selon l'observatoire départemental des déchets, le Syndicat Centre Hérault se situe parmi les collectivités du Département qui obtiennent les meilleurs résultats de valorisation des déchets.
- le Centre de stockage de déchets non dangereux de Soumont est actuellement destiné à accueillir les déchets résiduels soit 20 000 tonnes par an sur les 24 000 tonnes produites. Le syndicat se trouve ainsi dans l'obligation d'exporter 4 000 tonnes de déchets par an. L'augmentation de capacité demandée par le Syndicat Centre Hérault doit permettre d'accompagner l'évolution démographique annoncée pour ce territoire. Le projet permet de respecter le principe de proximité énoncé par l'article L 514.1 du code de l'environnement et de mettre fin aux exportations de déchets produits sur le territoire.

➤ **DDAF** : **Avis favorable** assorti des observations suivantes :

Par rapport au Code Forestier et à la législation Natura 2000 :

Le projet ne soulève aucun problème particulier.

Il s'agit en effet de la poursuite de l'exploitation du centre de stockage qui devrait passer d'une capacité de traitement actuelle de 25 000 tonnes/an à 40 000 tonnes/an, prévue pour 2022, grâce à une optimisation de l'espace déjà occupé, c'est à dire en utilisant au mieux la morphologie et la topographie du site.

Par rapport à la législation sur l'Eau :

Le projet ne présente également aucune observation défavorable.

En effet, le bioréacteur destiné à épurer les lixiviats a été conçu pour remplacer l'unité de traitement mobile mise en place fin 2006. Les résultats des analyses faites à la suite de cette implantation, pendant 2 campagnes : 2006/2007 et 2007/2008, et fournies à l'unité en charge de la police de l'Eau, semblent très satisfaisantes en ce qui concerne l'impact sur le milieu naturel.

➤ **DDASS : Avis favorable** assorti des observations suivantes :

Les émissions d'hydrogène sulfuré dues à l'évaporation des bassins à lixiviats, qui semblent être à l'origine des odeurs perçues à distance par le jury de l'étude d'odeurs, ainsi que les émissions atmosphériques des engins et véhicules évoluant sur le site auraient dû être prises en compte dans la caractérisation du risque sanitaire.

Cependant, les résultats des calculs de risques ne semblent pas devoir être sensiblement affectés par ces insuffisances, compte tenu de l'éloignement des cibles concernées par cette installation et des scénarios d'exposition majorants pris en compte.

➤ **DDE : Avis favorable** assorti des observations suivantes :

1. Urbanisme

La commune de SOUMONT n'est pas dotée d'un document d'urbanisme et est donc régie par le Règlement National d'Urbanisme. Une carte communale a été prescrite en août 2007 et le porté à connaissance adressé au maire le 07/03/2008 faisait état de ce projet.

Le terrain objet du projet est situé en zone naturelle, en dehors des parties urbanisées de la commune, à proximité des zones soumises à servitude au titre de la Cogéma, partiellement en zone de mouvements de terrain et en zone soumise à la Loi Montagne. Ce type d'installation, incompatible avec le voisinage de zones habitées peut, conformément aux articles L 111-1-2 et L 145-3-III du code de l'urbanisme, être réalisé en dehors des parties urbanisées de la commune.

2. Risques Naturels

En matière de risques inondation le projet se situe en dehors de la zone inondable mentionnée au PPRI du 04/0412001.

Au PPRMT approuvé le 03/07/2008 le projet se situe en zone Bg d'aléa faible en matière de glissement de terrain, zone sur laquelle les prescriptions associées doivent être respectées .

Nota : pour l'observation relative au respect du règlement de la zone Bg du PPRMT, les justificatifs apportés par l'exploitant sont abordés dans le chapitre « tierce expertise » du présent rapport.

3. Accès

L'acheminement des déchets au centre de stockage se fera par la RD 153E4 qui a les caractéristiques suffisantes pour supporter le trafic sans présenter de risque accidentogène particulier. Toutefois l'aménagement et la mise en sécurité de l'accès devrait être soumis à l'avis du gestionnaire de la voie, le Conseil Général.

➤ **DIREN : Avis favorable** sous réserve du respect des conditions suivantes

- il conviendra d'être vigilant sur l'utilisation de rodenticides, afin d'éviter des impacts indirects sur les oiseaux (l'étude naturaliste fait apparaître que le site est visité régulièrement par le Milan noir en recherche de ressources alimentaires).
- les mesures prévues pour le réaménagement paysager devront être respectées.
- concernant la végétalisation des casiers réaménagés, les mesures prévues dans le dossier pour éviter le développement des plantes invasives devront être effectives, de même que celles prévues pour éviter les atteintes du dispositif d'étanchéité des casiers (pas d'arbres ou d'arbustes dont les racines seraient susceptibles de présenter un danger).
- s'agissant des enjeux relatifs aux impacts sur les eaux souterraines et superficielles (notamment mesures relatives à l'étanchéité des casiers, au drainage, au traitement et au stockage des lixiviats, au contrôle de la qualité des eaux souterraines, à la déviation des eaux de surface), il convient de se référer à l'avis du service départemental chargé de la police de l'eau.

➤ **SDIS : Avis favorable** sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions proposées par le SDIS et considérant que le projet répond à ses préoccupations et aux objectifs généraux suivants :

Prise en compte du risque d'incendie :

- éviter qu'un incendie naisse et se développe au sein du dépôt,
- éviter qu'un sinistre se développant au sein du dépôt ne se propage hors de l'enceinte de celui-ci,
- éviter qu'un sinistre se développant autour du dépôt ne se propage à celui-ci.

Prise en compte du risque majeur d'inondation :

- gestion des écoulements des eaux de ruissellement,
- gestion des eaux entrées en contact avec les déchets.

Prise en compte du risque lié aux déchets non autorisés :

- déchets radioactifs,
- déchets toxiques ou polluants.

Les prescriptions proposées dans un premier temps par le SDIS portait sur :

- les caractéristiques des voiries devant permettre un accès permanent aux constructions, aux stockages, aux casiers et alvéoles ainsi qu'aux prises d'eau,
- l'accessibilité au site et l'accueil des secours,
- les moyens de défense incendie (moyens internes, réserve et prises d'eau, signalisation et aire de manœuvre),
- la prévention du risque « feu de forêt » assortie de prescriptions relatives au débroussaillage et à la dévégétalisation aux abords du site ,
- la prise en compte du risque majeur « inondation » et le dimensionnement associé des bassins de collecte des lixiviats,
- la gestion des déchets non autorisés (déchets radioactifs, déchets toxiques ou polluants).

Par lettre du 24 mars 2009, le Syndicat Centre Hérault a fait part des propositions suivantes visant à répondre aux préoccupations du SDIS. :

1/ La piste d'accès empruntée par les véhicules de transport de déchets aura les caractéristiques d'une voie de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) (4 m de largeur minimale avec aires de croisement tous les 200 m).

2/ Un accès au bassin incendie et à l'exploitation, indépendant de l'ouverture principale du site, est dédié uniquement aux pompiers et équipé d'un portail fermant avec une clé tricoise ,

3/ Plusieurs voiries permettent d'accéder aux casiers, l'une d'elle sera dédiée à l'accès " pompier " et respectera les préconisations du SDIS,

4/ Le volume du bassin d'eau incendie sera de 2 000 m³, avec un volume minimum **permanent** de 1 500 m³ ; le bassin est équipé d'une rampe d'accès en béton avec une pente longitudinale inférieure à 7 %.

5/ Trois prises d'eau de diamètre 100 mm sont prévues en aval de ce bassin afin d'alimenter les poteaux incendie. Les prises d'eau seront implantées de façon à pouvoir tirer une lance de 200 m sur un chemin carrossable et de se retrouver en tout point à 25 m du feu. Les poteaux incendie sont équipés d'une prise centrale de 100 mm et de deux prises latérales de 65 mm. Le débit disponible au poteau sera d'au moins 60 m³/h à une pression dynamique minimale de 1 bar. Afin d'atteindre la pression de 1 bar sur 2 des 3 bornes, la canalisation d'alimentation des poteaux sera équipée d'un surpresseur.

6/ Outre une aggravation de l'impact paysager, compte tenu de la topographie du site (Thalweg), une dévégétalisation excessive aux abords du site pourrait augmenter les risques d'érosion et les vitesses d'écoulement des eaux préjudiciables à une canalisation efficace des eaux pluviales extérieures. En outre, le risque incendie est qualifié de faible sur cette zone par le DDRM.

Conformément aux arrêtés préfectoraux en vigueur, le SCH propose de débroussailler sévèrement 50 m autour de la zone en cours d'exploitation et d'humidifier les zones à risques en cas de sécheresse. Les voiries privées d'accès seront débroussaillées sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie.

7/ Les eaux de ruissellement sont collectées un canal béton qui fera l'objet d'un élargissement afin que les écoulements engendrés par une pluie centennale puissent être évacués sans risque de débordement. Ces écoulements représentent un débit de 13 m³/s et correspondent à une intensité de pluie de 237 mm/h, soit plus que les 600 mm / 35 h préconisés par le SDIS .

8/ Afin de parer tout risque de débordement des bassins lixiviats, les mesures suivantes sont ou seront prises :

- fonctionnement continu, automatisé et sécurisé (groupe électrogène) des pompes de relevage avec une capacité de pompage de 108 m³/h,
- motopompe de secours de capacité de 60 m³/h disponible sur site afin d'augmenter la capacité de pompage, une procédure a été établie pour assurer son fonctionnement (contrôle des batteries, disponibilité du carburant en continu...),
- capacité de pompage totale de 168 m³/h suffisante pour absorber les épisodes pluvieux d'occurrence centennale,
- surveillance permanente des installations de collecte et de traitement des lixiviats (personnel d'astreinte, vidéosurveillance sur les bassins, suivi permanent avec enregistrement des niveaux des bassins),
- traitement à demeure des lixiviats par une station fixe d'une capacité de 30 m³/j (soit 11 000 m³ par an), réduisant d'autant les volumes à stocker,
- réinjection des lixiviats régulière et de façon contrôlée dans le massif de déchets ; Ce mode de fonctionnement en bioréacteur permet de limiter la production de lixiviats et d'optimiser la capacité de stockage en bassins.

9/ concernant la mise en sécurité du personnel en cas de fortes précipitations ou de crues, il est rappelé que les bâtiments et infrastructures se trouvent en partie topographique haute du site. Le site n'est pas répertorié en zone inondable.

10 / l'imperméabilisation du site est limitée par les caractéristiques des voies de circulation interne dépourvues de revêtements étanches, mais constituées de matériaux de roulage. Elles présentent un dévers transversal de l'ordre de 2% qui oriente les éventuelles eaux de ruissellement vers les fossés de collecte des eaux. Les eaux tombant sur les casiers de déchets auront tendance à s'infiltrer dans le massif plutôt qu'à ruisseler. Le projet prévoit en outre la réalisation de 4 bassins de stockage des eaux pluviales externes, soit un volume utile permanent de 6 200 m³. Ces eaux seront rejetées dans le milieu naturel après contrôle, via un système automatisé d'électrovannes.

Pour limiter les débits et vitesses d'écoulement, les fossés ont été disposés de façon à limiter leur pentes voire pourvus d'éléments saillants de façon à limiter la vitesse et ralentir les débits.

11/ hormis le débroussaillage prévu sur 50 m aux abords des zones de stockage, aucune dévégétalisation supplémentaire n'est prévue. A contrario, toutes les zones réhabilitées seront revégétalisées par projection d'un mélange d'espèces herbacées adaptées aux conditions locales.

12/ concernant certaines mesures de protection et de sauvegarde, il est précisé que le site ne comprend aucun stockage nécessitant un arrimage. Aucune bouche d'égout n'est prévue sur le site.

Concernant les bassins de rétention d'eaux ou de lixiviats, les mesures de protection et de prévention suivantes sont prévues :

- les bassins sont signalés (panneautage) et ceinturés par une clôture de 1.20 m de hauteur de façon à servir de garde corps. Un portail ou portillon fermant à clef est prévu pour chaque bassin
- Les bassins ont des pentes de talus de 1/1 et seront équipés d'un escalier ou d'une main courante permettant à une personne ayant fait une chute de s'extraire elle-même sans difficulté,

13/ les déchets dangereux non admis sur le site seront stockés provisoirement, après réception, sur une aire étanche spécialement dédiée située à l'intérieur du site.

Par lettre du 6 avril 2009, le SDIS a renouvelé son avis favorable en précisant que les engagements et déclarations de l'exploitant répondent de manière tout à fait efficiente à l'ensemble des prescriptions formulées dans son avis technique initial.

Concernant la prise en compte du risque feu de forêt, le SDIS renonce à la prescription de dévégétalisation de la bande de 50 mètres, dont la mise en œuvre sur ce site est effectivement susceptible de conduire à des phénomènes non contrôlables d'érosion induit par les vitesses élevées d'écoulement des eaux de ruissellement.

Le procédé d'humidification de cette bande, débroussaillée " sévèrement ", proposée en compensation par l'exploitant, est retenu par le SDIS. Sa mise en œuvre sera toutefois conditionnée par le passage en danger exceptionnel d'incendie de forêt de la zone, et les modalités d'arrosage devront être définies en collaboration avec le chef de centre du C.S.P. de LODEVE.

Enfin, il y a lieu de prescrire à l'exploitant d'organiser la réception des équipements de lutte contre l'incendie par le représentant du S.D.I.S. désigné par le chef de centre des Sapeurs-pompiers de LODEVE.

Nota : Ainsi que les engagements de l'exploitant cités ci-dessus, ces dernières préconisations du SDIS sont également reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

- **SDAP** : ne se prononce pas dans la mesure où la zone d'implantation de ce centre de stockage de déchets est située en dehors de tout périmètre de protection de monuments historiques ou de site.
- **S. R. Archéologie** : n'envisage pas de prescrire d'opération d'archéologie préventive dans la mesure où le projet est situé sur l'emprise de l'ancienne exploitation de la COGEMA et où aucun site archéologique n'est recensé sur l'emprise du projet.
- **Institut National des Appellations d'Origine (INAO)** : pas d'objection à formuler

ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1/ Situation administrative

- Le dossier déposé par le Syndicat Centre Hérault répond aux exigences du Code de l'Environnement. Cette conformité est par ailleurs reconnue par le Commissaire Enquêteur.
- Les conditions d'aménagement et d'exploitation de ce centre de stockage de déchets non dangereux sont fixées par l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997. Les propositions faites par le demandeur répondent à ces dispositions.
- La procédure d'institution de servitudes d'utilité publique permet de répondre à l'obligation d'isolement de 200 m du stockage par rapport au tiers tel que demandée par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

- Le projet est compatible avec les orientations du P.D.E.D.M.A de l'Hérault, révisé et approuvé par arrêté préfectoral le 19 mars 2002 tant en ce qui concerne la nature que la provenance des déchets. Il répond par sa capacité à un besoin exprimé dans le plan.
- Le Syndicat Centre Hérault dispose de la maîtrise foncière réglementairement requise .

2/ Dispositions techniques

Outre les dispositions figurant dans le dossier de demande d'autorisation, le projet du Syndicat Centre Hérault a donné lieu à diverses remarques, réserves et recommandations résultant de l'enquête publique, de la consultation des communes et des services ainsi que de l'analyse critique demandée par la DRIRE.

L'ensemble de ces commentaires a fait l'objet de réponses et d'engagements écrits de l'exploitant notamment dans le mémoire en réponse à la commission d'enquête ainsi que dans la note du 6 avril 2009 en réponse aux observations du BRGM dans son analyse critique.

En sus des dispositions strictement applicables en application de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 qui répondent à certains de ces commentaires, on retiendra :

- la limitation du stockage aux seuls déchets municipaux collectés sur le territoire couvert par le Syndicat Centre Hérault ,
- la généralisation sur ce territoire de la collecte sélective de la fraction fermentescible des ordures ménagères destinée au compostage sur la plateforme d'Aspiran ainsi que le renforcement du réseau de points d'apport volontaire devant permettre sur le secteur de diminuer le pourcentage de déchets à enfouir.
- les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du site permettant d'y envisager ce type de stockage sous réserve de la réalisation des aménagements réglementairement requis (barrières passive reconstituée et active) et de la prise en compte des recommandations du BRGM dans son analyse critique de la stabilité du massif de déchets.
- le redimensionnement des ouvrages de collecte des effluents (eaux pluviales internes et externes, lixiviats). On notera pour les lixiviats, l'efficacité des équipements existants (nature et dimensionnement) mis en œuvre pour pallier tout risque de rejet de lixiviats bruts dans le milieu naturel.
- le traitement in situ des lixiviats permettant d'atteindre le niveau de qualité requis pour un rejet en milieu naturel ;
- la surveillance à mettre en œuvre sur les effluents gazeux et liquides produits ou rejetés,
- la surveillance des eaux souterraines et des eaux de surface,
- la réalisation d'aménagements et la mise en œuvre de moyens d'intervention répondant aux demandes des services d'incendie et de secours ,
- l'acquisition et l'aménagement de l'ancienne piste « Cogema » permettant un accès privé au site en limitant la circulation des véhicules de transport de déchets sur la RD 153 E4.
- un bilan annuel d'activité transmis notamment aux communes et au membre de la CLIS et mis à disposition du public,
- la remise en état final du site .

CONCLUSION ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

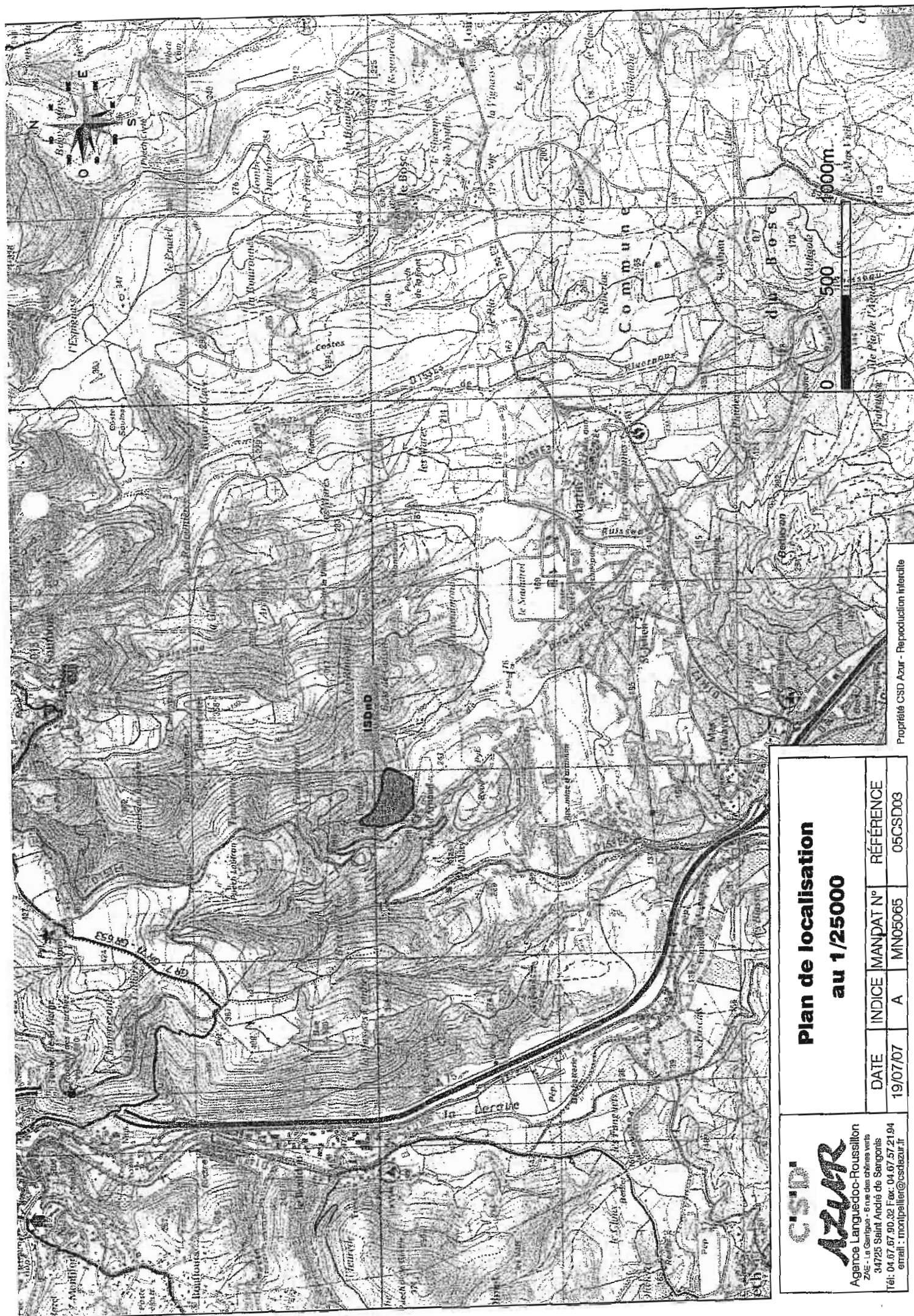
Le projet d'arrêté d'exploitation ci-joint a été établi sur la base des éléments qui précèdent, à savoir :

- le respect des dispositions réglementaires applicables,
- la prise en compte des diverses réserves formulées lors de la consultation des communes, du public et des services,
- les conclusions de l'analyse critique menée par le BRGM et les recommandations qui en découlent.

Sur ces bases, il est proposé d'émettre un avis favorable sur la demande d'autorisation sollicitée par le Syndicat Centre Hérault sous réserve du respect du projet de prescriptions joint au présent rapport et de la mise en œuvre des servitudes d'isolement conformément au projet d'arrêté également ci-joint.

Etabli par l'Ingénieur Subdivisionnaire,

Vu et transmis avec avis conforme,
L'Ingénieur Divisionnaire



Plan de localisation

au 1/25000

DATE	INDICE	MANDAT N°	RÉFÉRENCE
19/07/07	A	MN05065	05CSD03

CSD

AZUR

Agence Languedoc-Roussillon
2/6 - La Garonne - Rue des cités vers
34725 Saint André de Sangonis
Tél: 04 67 67 90 32 Fax: 04 67 57 21 94
email: montpellier@csdazur.fr

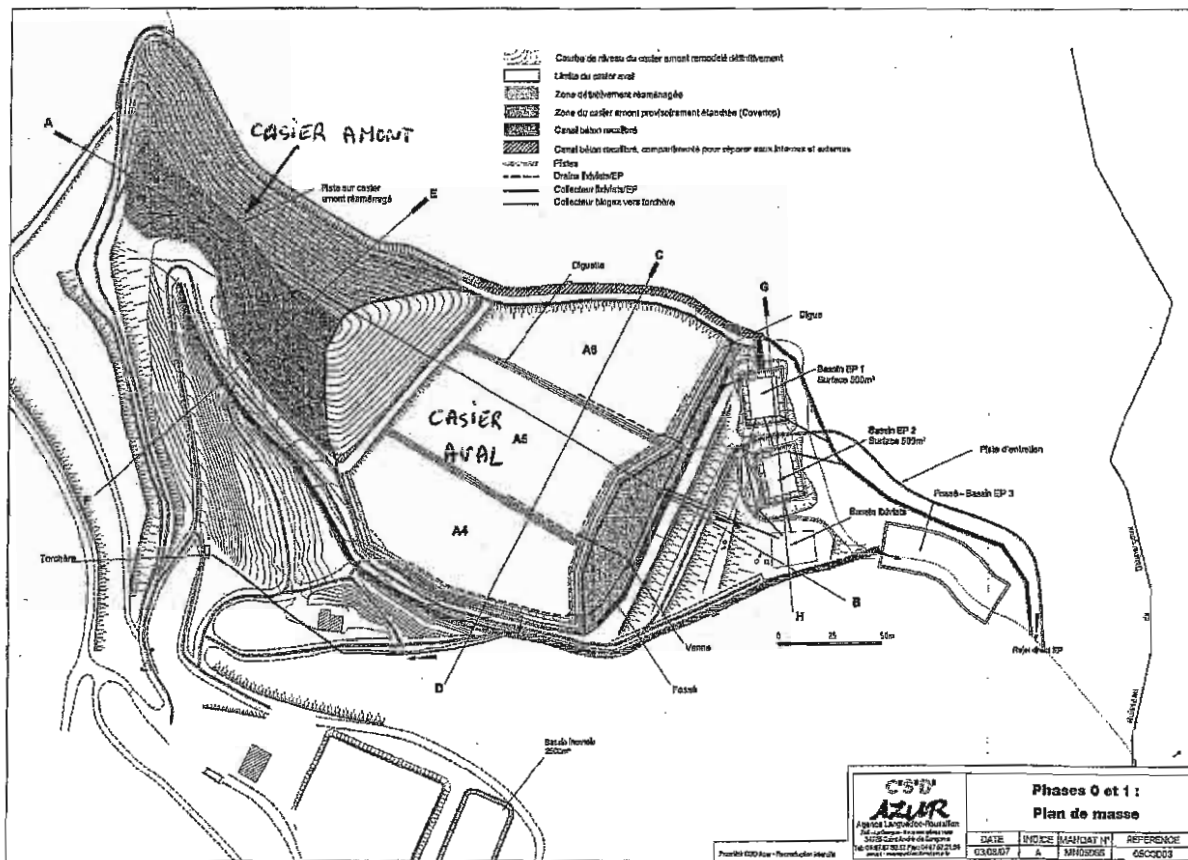


FIGURE 1: PLAN DE MASSE DU SITE EN PHASE 1

Ordnée de l'Ordnée d'Ordnée d'Ordnée
Ordnée d'Ordnée

13

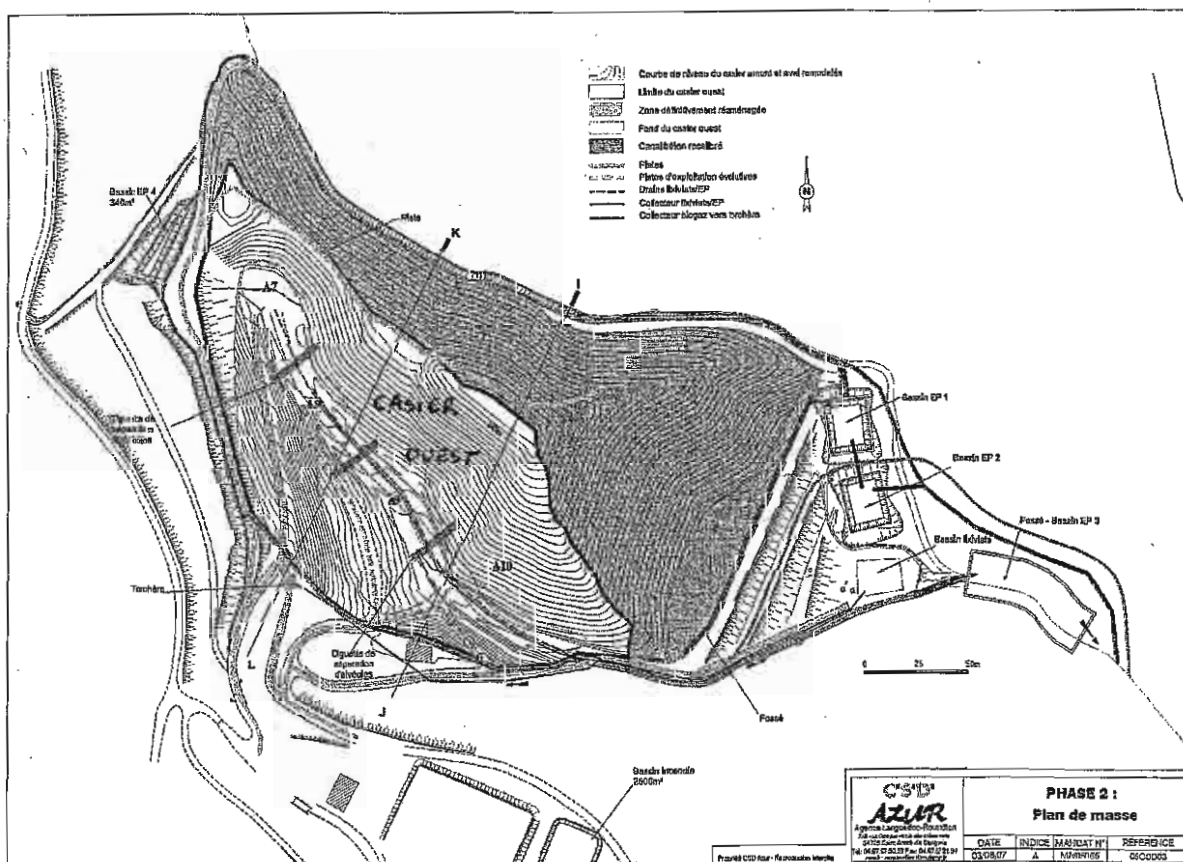


FIGURE 2: PLAN DE MASSE DU SITE EN PHASE 2

14